

De : xxxxx

Envoyé : vendredi 11 janvier 2019 16:53

À : Élodie Jacquier-Laforge

Objet : RE: Demande de lancement de la procédure de destitution du Président de la République et de constitution des membres du parlement en Haute-Cour

Madame la Députée,

Tout d'abord je vous remercie de votre réponse.

Vous semblez mener de nombreuses actions sur le terrain et je vous en remercie.

Cependant , un certain nombre de choses m'indiquent que vous ne semblez pas avoir compris la teneur de mon message précédent :

J'ai demandé à la Représentation Nationale, dépositaire transitoirement de la Souveraineté Nationale détenue constitutionnellement par le Peuple Français, d'entamer la procédure de destitution du président de la République comme en donne la possibilité l'article 68 , comme l'exige le DEVOIR qu'a le parlement de contrôler l'action de l'exécutif,

au motif de 13 manquements graves du président quant à son **DEVOIR** de respecter la Constitution comme le précise l'article 5 de la Constitution de la République Française !

Vous me parlez d'un nouveau "*nouveau contrat civique, social et fiscal*", vous plaisantez j'espère ! vouloir rabaisser le texte fondateur de notre République à savoir, La CONSTITUTION de la 5ème République, à un vulgaire "contrat" (commercial ?) c'est mépriser au plus haut point et méconnaître la hiérarchie du DROIT tout en haut de laquelle se trouve la Constitution !!!

Tout Élu de la République Française qui ne respecte pas le texte fondateur de notre République, la CONSTITUTION, UNIQUE CADRE EN VIGUEUR du pacte Républicain Français, est infondé à exercer un mandat au nom du Peuple Souverain, le président de la république manquant régulièrement à son devoir de respecter la Constitution , la procédure de destitution DOIT être engagée. En tant que membre de la Représentation Nationale, vous avez le **DEVOIR**, avec tous vos Pairs du parlement, d'entamer cette procédure, au risque , sinon, de déclencher une réelle révolution !

Recevez , Madame la Députée, l'expression de mon salut républicain.

xxxxx

De : Élodie Jacquier-Laforge <Elodie.Jacquier-Laforge@assemblee-nationale.fr>

Envoyé : jeudi 10 janvier 2019 08:52

À : xxxxx

Objet : RE: Demande de lancement de la procédure de destitution du Président de la République et de constitution des membres du parlement en Haute-Cour

Madame,

Je vous remercie pour vos vœux et vous souhaite à mon tour une très bonne année 2019, ainsi qu'à vos proches.

C'est avec attention que j'ai pris connaissance de votre mail.

Ces dernières semaines, des milliers de Français se sont mobilisés afin de faire entendre leurs revendications.

J'ai conscience que le mouvement des « gilets jaunes » est la traduction d'un profond malaise, suite notamment à certaines réformes engagées par le Gouvernement.

Face à l'absence de réformes structurelles essentielles de notre pays depuis plusieurs décennies ; de la crise de 2008 – qui frappent encore aujourd'hui durement notre économie et les plus fragiles d'entre nous – ; face aux difficultés du quotidien, beaucoup de Français ne se sentent pas entendus, voir méprisés par leurs représentants politiques.

Nous traversons une grave crise qui peut être une chance si nous parvenons à instaurer un dialogue renforcé et apaisé avec tous ceux qui souhaitent participer à la rédaction du nouveau contrat civique, social et fiscal, qu'avec mes collègues parlementaires du groupe MoDem nous avons appelé de nos vœux le 5 décembre à l'Assemblée nationale.

Les citoyens doivent être écoutés et entendus.

Au niveau de notre circonscription, je les rencontre, les écoute pour faire remonter leurs inquiétudes, leurs besoins, que ce soit au Parlement ou auprès du Gouvernement.

Au cours de nos échanges je mesure les incompréhensions concernant la politique de notre pays et à quel point de nombreuses personnes s'inquiètent pour l'avenir.

Depuis mon élection en juin 2017, lors de nombreux rendez-vous avec les habitants de l'Isère, les élus, les chefs d'entreprises, les représentants des associations, des corps intermédiaires, etc, j'ai constaté le mécontentement grandissant d'une partie de nos concitoyens.

Leur détresse est réelle, c'est pourquoi j'y réponds, de mon mieux, au quotidien, que ce soit par le biais d'interventions au niveau national ou local.

Et je resterai pleinement mobilisée, avec l'ensemble des parlementaires de la majorité, pour faire reculer les inégalités au sein de notre société, afin que chacun y trouve sa place.

La réforme de nos Institutions doit se poursuivre et j'aurai l'occasion de porter au cœur des débats les thèmes chers au Mouvement Démocrate : mise en place d'une véritable dose de proportionnelle, reconnaissance du vote blanc, renforcement de la démocratie participative en réformant le Conseil Économique, Social et Environnemental et en avançant sur le référendum d'initiative citoyenne, notamment.

Mais ces discussions et ces réformes doivent avoir comme préalable inaltérable le respect du processus démocratique et la sanctuarisation de l'ordre républicain. Et la démission du Président de la République remettrait en cause la démocratie représentative et fragiliserait notre démocratie, c'est pourquoi je n'y suis pas favorable.

Dans le respect de notre Constitution et de nos institutions, il nous faut mener un vrai débat dans lequel chacun doit prendre sa part. En ce sens, un grand débat national va commencer dans quelques jours.

C'est dans le temps des élections que doit se faire le renouvellement du Président de la République, comme la Constitution le prévoit.

Cordialement,

Élodie Jacquier-Laforge
Députée de l'Isère

De : xxxxx

Envoyé : vendredi 4 janvier 2019 13:05

Objet : Demande de lancement de la procédure de destitution du Président de la République et de constitution des membres du parlement en Haute-Cour

Mesdames, Messieurs les Députés,

Permettez-moi d'adresser à chacun et chacune mes meilleurs vœux pour cette nouvelle année en formulant le souhait que notre pays retrouve, au cours de cette année 2019, la voie de la dignité, ainsi que celles de la concorde nationale, de la paix, de la fraternité, de la liberté, de la solidarité et de la responsabilité républicaine !

En ma qualité de citoyenne française, sympathisante gilets jaunes, participante occasionnelle aux manifestations, et aucunement porte parole, membre du peuple souverain français, la Nation, dont vous êtes les représentants élus et, à ce titre, responsables du pouvoir qui vous a été confié, je vous demande solennellement d'user du pouvoir qui est le vôtre en tant que député de la Nation pour lancer au parlement la procédure de destitution d'Emmanuel Macron, en application de l'article 68 de la Constitution.

En vertu de cet article, les parlementaires peuvent en effet se constituer en Haute-Cour et voter la destitution du président de la République « **en cas de manquement à ses devoirs manifestement incompatible avec l'exercice de son mandat** ».

Comme une grande majorité de Français, je constate que les manquements de M. Macron à ses devoirs sont devenus foisonnants, évidents, graves et concordants, et qu'ils mettent désormais en jeu la paix civile en France, comme en témoignent le mouvement des « gilets jaunes » et le profond soutien qu'il reçoit dans la population.

Depuis le début de son mandat, M. Macron n'a en effet pas cessé de se soumettre aux puissants tout en s'en prenant aux faibles, de brader les intérêts de la France, d'affaiblir l'unité nationale et la démocratie, et de piétiner le droit international, alors que ses devoirs les plus éminents lui commandaient de faire exactement l'inverse.

Parmi les « manquements à ses devoirs manifestement incompatibles avec l'exercice de son mandat » commis par le président de la République – pour reprendre les termes de l'article 68 de la Constitution – j'attire tout spécialement votre attention sur les points suivants (sans que cette liste soit exhaustive) :

Tous les points résumés ci-dessous sont largement détaillés dans le dossier joint, aussi je vous prie de bien vouloir utiliser de votre temps que je sais précieux afin de prendre connaissance de ce dossier capital.

1) la paupérisation et la précarisation de pans entiers de la société française. notamment des retraités, des chômeurs et des jeunes, mais aussi des professions indépendantes et libérales, des petits commerçants et des fonctionnaires, par l'augmentation continue de la pression fiscale due aux contraintes budgétaires insurmontables que nous impose notre appartenance à l'Union européenne et à l'euro, et par le grignotage continu des droits sociaux et des protections de toute nature sous l'effet des « déréglementations » continues exigées par l'Union européenne. L'objectif final étant de parvenir à une société extrêmement anxiogène, où chacun serait en compétition avec tous, et où la seule valeur suprême serait le culte de l'argent, au mépris de toute autre considération, qu'il s'agisse des valeurs de partage, de protection de l'environnement, de don, d'honnêteté et de respect de tout être humain, à commencer par les plus démunis.

Ce mépris outrageant pour les catégories les plus pauvres et les plus fragiles de la population, illustré par de nombreuses déclarations de M. Macron qui ont scandalisé l'opinion publique, est rendu plus choquant encore par le train de vie fastueux des locataires de l'Élysée, au moment où la misère frappe des pans entiers de la population française.

Tout cela constitue une violation explicite de l'article Premier de notre Constitution qui pose que « La France est une République [...] sociale ».

2) le bradage d'intérêts stratégiques et de services publics à l'étranger comme le TGV vendu à l'Allemand Siemens, le choix de fournitures militaires stratégiques à l'étranger, le concours qu'il a apporté à la vente des turbines d'Alstom à General Electrics quand il servait François Hollande, le

démantèlement et la privatisation de services publics et de grandes infrastructures publiques, comme l'aéroport de Toulouse et les Aéroports de Paris, et bientôt la vente de centaines de barrages hydro-électriques d'EDF à des intérêts privés.

3) le dénigrement incessant des Français, dès qu'il est en déplacement à l'étranger, d'où il semble se faire un malin plaisir à insulter son propre pays, ou lorsqu'il a demandé qu'on « vienne le chercher » au moment de l'affaire Benalla, alors qu'il se sait protégé par l'article 67 de la Constitution. Cette critique et ce mépris obsessionnels du peuple français constituent une offense suprême aux principes républicains **puisque l'article 2 de notre Constitution pose que le « principe » de la République est : « gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ».**

4) le musèlement en sa faveur des médias audiovisuels du service public, et la mise au pas de toute pensée libre, en particulier par le vote d'une loi contre les prétendues « fake news ».

5) le travail de sape contre l'unité nationale, illustré notamment par la violation du résultat du référendum alsacien du 7 avril 2013, où les électeurs du Haut-Rhin avaient rejeté à 55,7 % la fusion des 2 départements d'Alsace, ce que le gouvernement a décidé pourtant d'imposer à partir de 2021. Cette décision de créer une « collectivité européenne d'Alsace » [sic] au mépris de la démocratie locale vise à accélérer la mise en place de « l'Europe des régions », c'est-à-dire le démembrement de la France, en violation expresse de la Constitution dont l'article Premier pose que « la France est une République indivisible » et dont l'article 4 pose que le président de la République est « le garant de l'intégrité du territoire ».

6) la destruction programmée de milliers de communes françaises, – qui sont pourtant la base même de l'identité de la France et de sa démocratie locale – avec une politique hypocrite et sournoise, étranglant financièrement les communes rurales par une diminution constante des dotations de l'État, et écœurant psychologiquement les maires par le retrait de tous leurs pouvoirs les uns après les autres, au profit de grands regroupements de communes impersonnels, bureaucratiques et dispendieux.

7) une politique visant à éroder constamment notre indépendance nationale et à dissoudre la France dans une Europe fédérale sous domination allemande, par exemple avec le projet de partage avec l'Allemagne du siège permanent de la France au Conseil de sécurité de l'ONU, voire de notre force de frappe nucléaire, ou avec l'annonce inopinée de la création d'une « assemblée parlementaire franco-allemande » dont le principe n'a jamais été soumis au peuple français.

Ces décisions stratégiques essentielles constituent des « manquements » d'autant plus graves aux « devoirs » du président de la République que M. Macron a lui-même reconnu – devant la chaîne de télévision britannique BBC le 18 janvier 2018 – que les Français voteraient probablement en faveur de la sortie de la France de l'Union européenne (Frexit) s'il daignait les interroger par référendum à ce sujet. M. Macron sait donc pertinemment que la politique qu'il mène ne recueille absolument pas l'assentiment majoritaire du peuple français, qu'elle est donc dépourvue de toute légitimité, et qu'elle bafoue en même temps :

- l'article 3 de notre Constitution qui pose que « la souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum » et qu'« aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice ».
- et l'article 5 de notre Constitution qui pose que le président de la République « veille au respect de la Constitution » et « est le garant de l'indépendance nationale ».

8) la violation des droits du parlement et du droit international illustré notamment par le bombardement de la Syrie en avril 2018, totalement illégal du point de vue du droit international puisque non autorisé par le Conseil de sécurité de l'ONU, ni sollicité par le gouvernement légitime de la Syrie.

9) l'attitude guerrière visant à promouvoir un nationalisme continental européen qui menace la paix du monde, notamment au travers des propositions de M. Macron comme la création d'une armée européenne explicitement destinée à s'opposer à la « Chine », à la « Russie » et aux « États-Unis ». Cette déclaration, aussitôt désavouée par plusieurs gouvernements européens, a provoqué une réaction virulente du président américain qui a rappelé que l'Union européenne est une chasse gardée américaine qui doit surtout payer son écot à l'OTAN.

10) le mépris constant avec lequel il traite la langue française et les pays de la Francophonie, en choisissant quasi-systématiquement de s'exprimer en anglo-américain lorsqu'il est devant un public étranger, en traitant avec un dédain ostensible les sommets de la Francophonie, ou en humiliant les chefs d'État africains (comme le président du Burkina Faso lors d'un voyage à Ouagadougou), alors que son devoir absolu est au contraire :

- de ne s'exprimer toujours et en tout lieu qu'en français – conformément à l'article 2 de notre Constitution qui pose que « la langue de la République est le français » -,
- et de viser au développement de nos liens avec tous les pays de la Francophonie- conformément à l'article 87 de notre Constitution qui pose que « la République participe au développement de la solidarité et de la coopération entre les États et les peuples ayant le français en partage. »

Non seulement l'anglomanie de M. Macron provoque parfois des incidents diplomatiques qui ridiculisent notre pays (comme en Australie où son mauvais maniement de la langue de Shakespeare lui fit tenir publiquement des propos indécents à la femme du Premier ministre), mais elle rabaisse de façon scandaleuse et indue le statut de la langue française, qui est l'une des 6 langues officielles de l'ONU – à égalité avec l'anglais, l'arabe, le chinois, l'espagnol et le russe – et l'une des deux seules langues de travail du Secrétariat général de l'ONU avec l'anglais. Le « devoir » auquel M. Macron se refuse est pourtant d'être le premier ambassadeur de la langue française à travers le monde. Son refus de parler le français dans les rencontres internationales est un « manquement » d'autant plus injustifiable que la langue de Molière est, contrairement à une légende, l'une des langues en plus fort développement dans le monde, notamment du fait de l'expansion démographique de l'Afrique francophone.

Il n'y a qu'un seul moyen de mettre un terme à cette liste déjà bien trop longue des méfaits, des inconduites scandaleuses et des manquements graves à ses devoirs que M. Macron a commis en seulement 18 mois de mandat.

Ce moyen, c'est la destitution du président de la République prévue par l'article 68 de la Constitution, que je vous demande solennellement, Mesdames et Messieurs les Députés, de bien vouloir mettre en œuvre immédiatement avec vos collègues de l'Assemblée nationale.

Je remercie au passage le seul, pour le moment, Député français qui a déclaré s'engager courageusement et de manière responsable sur la voie de cette procédure et j'invite les 576 autres députés à en faire autant.

Je crois utile de vous rappeler que *l'UNION POPULAIRE REPUBLICAINE* et son Président François Asselineau, rédacteur du dossier très complet que je vous joins, tiennent une liste publique et individuelle des réponses obtenues auprès de la représentation nationale, ce qui permettra au peuple souverain de savoir qui, de ses représentants élus, tient compte des textes fondateurs de notre République, de notre Contrat Social, de notre Démocratie et du rôle qui est assigné à chacun par notre Constitution.

Cette liste publique permettra aux Français de savoir quel député et quel sénateur préfère soutenir Macron et quel député et quel sénateur préfère soutenir le peuple. Elle permettra en particulier de faire la différence, parmi les parlementaires qui affirment soutenir le mouvement des « gilets jaunes », entre ceux qui le font devant une caméra par simple opportunisme, et ceux qui sont prêts à engager la seule action juridique réelle permettant d'empêcher Macron de continuer à nuire : la destitution.

Dans l'attente de votre prompt réponse, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs les Députés, l'expression de mes salutations républicaines.

XXXXXX